

ANTISÉMITISME LOI DARMANIN ISLAMOPHOBIE



CONTRE TOUS LES RACISMES

TOUTES ET TOUS

MOBILISÉ·E·S !

ZOOM

Loi Darmanin.
Surenchère et
marchandage sordide
contre les migrantEs

Page 3

INTERNATIONAL

Ukraine. «L'auto-
organisation ne
disparaîtra pas sans
laisser de traces»

Page 4

ARGUMENTS

Cinq ans après les
Gilets jaunes, toujours
autant de raisons
d'être en colère

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Michèle
Sibony de l'UJFP sur la
situation française et
le racisme

Page 8

Édito

À Gaza, les hôpitaux assiégés, notre humanité en danger

Par **FABIENNE DOLET**

« **N**ous n'avons pas d'électricité, pas d'eau à l'hôpital. Il n'y a pas de nourriture. Des gens mourront dans quelques heures si les respirateurs ne fonctionnent pas ». Le constat est fait par un membre du personnel de Médecins sans frontières à l'intérieur du de l'hôpital Al-Shifa au cœur de la ville de Gaza le 13 novembre.

L'autre grand hôpital de Gaza, Al-Qods, avait lui aussi cessé de fonctionner par manque de carburant et d'électricité dès dimanche. L'hôpital pédiatrique Al-Rantissi avait été évacué dès vendredi 10 novembre, selon la BBC. L'armée israélienne dit avoir découvert « une infrastructure du Hamas dans le sous-sol ».

En tout 20 des 36 hôpitaux de la bande de Gaza sont à l'arrêt, et dans le nord il n'est pas possible d'évacuer les personnes réfugiées faute d'aide humanitaire suffisante. L'OMS (Organisation mondiale de la santé) estimait le 14 novembre que déplacer les patientEs de l'hôpital d'Al-Shifa était « une tâche impossible », rappelant qu'« un hôpital ne devrait jamais être attaqué. Un hôpital est un lieu sûr. C'est ce que prévoit le droit humanitaire international ».

Dans le même temps, la représentation israélienne à Genève a déclaré que « depuis un mois, nous demandons aux civils et aux patients d'évacuer l'hôpital Al-Shifa, qui abrite le QG du Hamas. Notre objectif est d'éviter que les civils soient piégés dans une zone de combat active », reprochant à l'OMS, au CICR et l'ONU-OCHA de permettre au Hamas d'utiliser l'hôpital.

L'hôpital se trouve en état de siège depuis cinq jours, comme le confirme le docteur Khaled Abu Samra, joint par *le Monde* le 14 novembre. Les soignantEs font bouillir l'eau de mer. 1000 civilEs y ont trouvé refuge et n'osent sortir de crainte des snipers. Les cadavres ne peuvent être enterrés. Les chars sont autour de l'hôpital.

Il est plus qu'urgent que les bombardements et les tirs cessent. Il est plus qu'urgent que les massacres s'arrêtent. Ceux qui en payent le prix sont les civilEs, à commencer par les enfants, les personnes âgées et bien sûr les personnes malades. Les voir comme de simples boucliers les déshumanise. C'est bien sûr cette déshumanisation qui est à l'œuvre dans toute guerre, et c'est ce à quoi nous nous opposons. Exigeons des puissances occidentales, en particulier de l'État français, qu'elles interviennent pour mettre fin à cette barbarie, en commençant par imposer à Israël un cessez-le-feu. Maintenant!

Bien dit

C'est un festival des horreurs. La recherche à tout prix d'un accord avec Les Républicains n'explique pas l'adoption d'une évolution législative extrêmement négative, qui va surtout conduire à « désintégrer » les étrangers.

DELPHINE ROUILLEAULT, directrice générale de France terre d'asile, à propos du passage au Sénat de la loi Darmanin

À la Une

CONTRE L'ANTISÉMITISME ET TOUS LES RACISMES

Contre Macron et l'extrême droite, les soutiens de la guerre d'Israël

Le week-end dernier, à l'initiative du gouvernement macroniste et de LR, des rassemblements et marches contre l'antisémitisme, pour la République, ont été organisés.

Ces dernières semaines, les actes antisémites suscitent une peur et une émotion bien légitimes dans une grande partie de la communauté juive en France. Nous réaffirmons notre solidarité à l'égard des personnes victimes d'actes antisémites, et la nécessité de lutter contre l'antisémitisme et contre tous les racismes, dont l'islamophobie qui continue à faire des ravages.

Une lutte nécessaire mais dévoyée

En amalgamant la lutte nécessaire contre l'antisémitisme et le soutien à l'État d'Israël, en ne mettant aucune borne par rapport à l'extrême droite, ce pouvoir a permis à celle-ci de manifester ouvertement dimanche. Scène inimaginable il y a peu, parmi des manifestantEs sincères, on trouvait donc des racistes et islamophobes avérés, des héritiers de Vichy, des nostalgiques de l'Algérie française, des anciens membres du GUD ou de l'Action française, des lepénistes en tout genre, qui s'érigent aujourd'hui en combattants de l'antisémitisme! C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas participé à ces marches.

LE RN A LA MANIF CONTRE L'ANTISÉMITISME



Contre tous les amalgames

Dans le même temps, les forces de gauche qui soutiennent le peuple palestinien et s'opposent aux massacres de l'armée israélienne à Gaza et en Cisjordanie, sont dénoncées comme étant un des vecteurs de l'antisémitisme en France.

L'assimilation de l'ensemble de la communauté juive à l'État d'Israël ou à son gouvernement d'extrême droite est profondément antisémite. D'ailleurs, partout dans le monde, il y a des personnes de confession ou de culture juive qui s'opposent à la politique sioniste de l'État d'Israël, à la colonisation, aux massacres de PalestinienEs.

Le gouvernement, Darmanin en première ligne, attaque le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien et ses organisations en expliquant que le soutien aux PalestinienEs, son droit à résister comme tout peuple opprimé, est antisémite... Des arguments qui ont pour but de justifier la politique de soutien de l'État français au pouvoir israélien.

Lutter, s'organiser, pour construire la solidarité avec le peuple palestinien

Le nombre de morts dans la bande de Gaza s'accroît chaque jour. En Cisjordanie, les colons, appuyés par l'armée israélienne,

renforcent la colonisation, les agressions, les meurtres, contre les PalestinienEs. Israël est un État criminel qui n'a que faire du droit international. Cela dure depuis des décennies et n'a pas commencé avec l'offensive palestinienne du 7 octobre. Mais un nouveau pas est en train d'être franchi avec un processus de nettoyage ethnique à Gaza mais aussi en Cisjordanie. L'État israélien est en train de commettre un véritable crime contre l'humanité avec la bénédiction des États-Unis et de la France.

Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat, avec l'arrêt des bombardements, la levée du blocus de Gaza, la fin de la colonisation et la libération de tous les prisonnierEs.

Le combat des PalestinienEs est notre combat, contre l'ordre impérialiste qui soumet les peuples dans l'intérêt des bourgeoisies européennes et étatsuniennes d'abord motivées par leurs intérêts capitalistes. En France, la campagne internationale BDS de boycott, désinvestissement et sanctions d'Israël, doit s'amplifier. Il faut renforcer partout le mouvement de solidarité avec la Palestine, de façon unitaire, en manifestant de façon massive, en se mobilisant dans les quartiers, les communes, sur les lieux d'étude et de travail.

Nouveau Parti anticapitaliste

À voir sur le site



Acturama



Israël/Palestine: 41 journalistes tués depuis le 7 octobre
Samedi 11 novembre à Paris, un collectif de journalistes a brandi les noms des journalistes tués depuis le 7 octobre. Reporters sans frontières estime que 41 journalistes ont été tués depuis le 7 octobre. Plus d'un par jour, donc! 36 d'entre eux sont des reporters palestiniens tués dans la bande de Gaza.

PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

LOI DARMANIN Surenchère et marchandage sordide contre les migrantEs

Le ministre de l'Intérieur a alimenté la surenchère, cédant à toutes les exigences de la droite extrême et de l'extrême droite pour qu'ils votent sa loi. Le projet de loi initial attaquait déjà énormément les droits très limités des réfugiés.

Durcissement et répression

L'amoncellement d'amendements adoptés par la commission des lois du Sénat le 7 novembre vont tous dans le sens d'une fuite en avant encore plus répressive : création de quotas en matière migratoire ; remise en cause du droit d'asile ; durcissement du regroupement familial ; suppression de l'obtention de droit d'un titre de séjour pour les jeunes arrivés en France à moins de 13 ans, affaiblissement des protections des jeunes majeurs ; démantèlement du droit au séjour des personnes étrangères malades ; amende de 3750 euros pour celles et ceux qui séjournent en France avec un titre de séjour périmé ; expulsion des étrangers jugés comme une menace pour l'ordre public ou ne respectant pas les valeurs de la République, concepts très flous ouvrant la porte à l'arbitraire des préfets, ceci assorti d'une levée d'une partie des protections contre l'expulsion ; allongement de la durée de rétention ; durcissement des conditions d'assignation à résidence ; précarisation accrue des étudiantEs étrangerEs ; durcissement des conditions de nationalité ; exclusion des étrangers en situation irrégulière du dispositif d'hébergement d'urgence (déjà appliqué par certains préfets) ; présentation de diplômes en français pour l'obtention de titres de séjour.

Cette situation inquiète les régimes réactionnaires du monde arabe, en particulier l'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Égypte, qui craignent que la bande de Gaza ne se transforme en une nouvelle zone de chaos, susceptible de provoquer une déstabilisation générale de la région, dont pourraient tirer parti l'Iran et ses alliés. La politique israélienne commence aussi à inquiéter l'administration Biden, qui après avoir laissé dans un premier temps carte blanche au gouvernement Netanyahu, commence à s'alarmer des conséquences de cette guerre sur l'élection présidentielle de novembre 2024.

Les États-Unis en quête d'une solution... antidémocratique

À un an de sa réélection attendue, l'administration Biden ne peut se mettre à dos l'électorat démocrate, de plus en plus acquis à la cause palestinienne. S'il ne s'est pas encore résolu à appeler à un cessez-le-feu, Biden ne peut que constater que le soutien inconditionnel qu'il a apporté à Israël affaiblit dangereusement sa situation dans son propre parti, où les jeunes démocrates menacent de ne pas voter pour lui s'il n'in-

Les sénateurs réactionnaires — les LR, RN, Renaissance et « centristes » — ont profité de la loi immigration pour étaler leur racisme écœurant, en arguant des difficultés d'intégration, en faisant sciemment l'amalgame entre étrangers et délinquantEs, voire terroristes !

LA LOI DARMANIN DE RETOUR DU SÉNAT



QUAND J'ÉTAIS COMME ÇA!



CHARMAG

Le Sénat a voté la suppression de régularisation possible, pourtant bien timide et plutôt favorable aux employeurs, dans les « métiers en tension ».

Suppression raciste de l'aide médicale d'État

La commission des lois a supprimé l'Aide médicale d'État, en la remplaçant par une aide médicale d'urgence qui ne consiste plus en une couverture maladie mais en un dispositif de prise en charge réduit à certains soins urgents ou essentiels. L'économiste Philippe Batifoulier dénonçait dans une interview à *Libération* le 10 novembre que « ce que cette réforme implique, c'est que les sans-papiers ne sont dignes d'être soignés que s'ils vont mourir ».

Ne pas assurer la gratuité des soins est une atteinte à l'accès aux soins

pour toutes et tous. C'est mettre en danger la vie, non seulement des sans-papiers mais aussi créer des risques pour l'ensemble de la population ; c'est engorger les services d'urgences déjà saturés des hôpitaux. Quant à l'argument économique, il est manipulé et faux : selon un rapport commandé par la Première ministre, l'AME est un dispositif sous-utilisé et à bas coût : il représente moins de 0,5% des dépenses de l'Assurance maladie et n'est demandé que par 50% des étrangers sans-papiers qui pourraient y prétendre. La possible suppression de l'AME provoque beaucoup d'oppositions dans le monde médical. Dans une tribune parue dans *le Monde* le 2 novembre, plus de 3000 médecins en appellent à la « désobéissance civile » et s'engagent à « continuer de soi-

gnier gratuitement » les malades sans-papiers si le dispositif devait disparaître. Les nombreuses associations, organisations du Tour de France de la Santé se mobilisent. Le projet de loi immigration sera examiné en décembre par l'Assemblée nationale et le risque est grand qu'une nouvelle fois l'accès à l'Aide médicale d'État soit encore limité, victime des accords politiques que la majorité présidentielle tente de nouer avec la droite et l'extrême droite.

Il ne faut pas s'en remettre au vote de l'Assemblée. Il faut préparer une mobilisation suffisante, non seulement contre la suppression de l'AME mais contre toutes les mesures répressives à l'égard des réfugiés et des sans-papiers contenues dans ce projet de loi Darmanin.

Dominique Pierre (CNIA)

PALESTINE L'impérialisme dans une impasse politique

Le gouvernement de coalition Netanyahu est incapable d'affiner ses buts de guerre, pris entre ceux qui veulent éradiquer les Palestiniens de la bande de Gaza, ceux qui optent pour une réoccupation militaire, et ceux qui veulent la séparer par un nouveau no man's land. Dans ce contexte, la politique israélienne se limite à poursuivre une guerre sans but, au risque de déstabiliser l'ensemble de la région.

fléchit pas sa position. Alors que les sondages commencent à l'annoncer battu à la prochaine présidentielle, Biden a un besoin urgent de trouver une porte de sortie.

Au-delà du cessez-le-feu, dont la nécessité semble chaque jour s'imposer un peu plus, les États-Unis et les puissances arabes ont besoin de trouver une issue politique, autrement dit de désigner l'autorité qui aura demain à gérer le vaste champ de ruines et de haines que Netanyahu est en train de produire à Gaza. Se refusant à traiter avec aucun des mouvements de la résistance palestinienne, y compris avec les milices du Fatah et leur leader Marwan Barghouti, jugé trop radical et

incontrôlable, la diplomatie américaine est à la recherche d'une marionnette capable de s'imposer à Gaza, tout en y assurant la sécurité des intérêts israéliens. Mahmoud Abbas semblant trop discrédité pour jouer ce rôle, le nom de Mohammed Dahlan, un vieux politicien corrompu du Fatah est avancé. Une nouvelle fois, l'impérialisme est en train de travailler à une solution antidémocratique, destinée à imposer son propre ordre aux populations, et qui par là-même ne pourra apporter aucune solution durable.

Incohérence politique de l'Union européenne

Dans ce contexte, l'Union européenne et ses États brillent par

leur absence et l'incohérence de leur politique. La palme revient à la France, qui s'est une nouvelle fois distinguée par l'ambiguïté sans principe de son président. Après s'être tout d'abord engagé, à rebours des positions traditionnelles du Quai d'Orsay, dans un soutien sans nuance à Netanyahu, qui l'a amené à proposer le 24 octobre d'engager les forces françaises au côté d'Israël dans une coalition internationale contre le Hamas, Macron en est arrivé à appeler le 11 novembre au cessez-le-feu, achevant de ruiner par ses gesticulations sans lendemain le peu de crédit que la diplomatie française avait dans ces régions.

Laurent Ripart



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

No comment

En 2015, les forces de l'ordre ont acquis, en secret, un logiciel d'analyse d'images de vidéosurveillance de la société israélienne Briefcam. Depuis huit ans, le ministère de l'Intérieur dissimule le recours à cet outil qui permet l'emploi de la reconnaissance faciale.

Révélations *Disclose*, 14 novembre 2023.

Agenda

Samedi 18 novembre, réunion publique contre le service national universel (SNU), Paris. De 14h30 à 17h30, salle Coizat, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, métro République.

Samedi 18 novembre, manifestations en solidarité avec la Palestine. Infos à venir.

Lundi 20 novembre, TDoR: journée du souvenir trans. À Paris, rassemblement à 18h, place Baudoyer, métro Hôtel-de-Ville. Lire page 6.

Samedi 25 novembre, manifestation pour défendre la Bourse du travail d'Aubervilliers. À 10h, place de la Mairie.

Samedi 25 novembre, manifestations contre les violences faites aux femmes. Infos à venir.

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ESPAGNE Le labyrinthe politique

Les élections au Parlement du 23 juillet ont conduit à une impasse institutionnelle entre le bloc de droite nationaliste espagnol et le bloc autoproclamé « progressiste ».

Le Parti populaire (PP) réactionnaire a obtenu la majorité absolue au Sénat, plus de voix pour le Congrès, mais pas suffisamment pour pouvoir former un gouvernement. Son chef Alberto Núñez Feijóo a échoué malgré le soutien du parti d'ultra-droite post-franquiste Vox.

Un rapport de forces instable

Le 28 mai, le PP avait obtenu une avancée majeure lors des élections municipales et dans certaines des communautés autonomes régionales au détriment du Parti socialiste (PSOE) conduisant à la formation d'une alliance entre le parti de droite et Vox. La crainte d'une répétition à l'échelle nationale a partiellement mobilisé le vote de gauche en faveur du PSOE.

Les organisations politiques du « bloc progressiste », qui avaient émergé après le 15-M (mouvement des IndignéEs) comme Podemos, ont reculé électoralement. Leur manque de pertinence politique et l'échec de leur choix de gouverner à tout prix ont entraîné la subordination d'Izquierda Unida (IU) et de Podemos à Sánchez. Le nouveau regroupement, Sumar, dirigé par Yolanda Díaz, n'arrêtera pas la crise mais l'aggravera.

Les élections se sont déroulées dans un contexte de profonde démobilité du mouvement de masse, en particulier syndical, et de « satellisation » de nombreuses organisations autour du gouvernement Sánchez. Face à l'inflation, à la perte de pouvoir d'achat et aux profits records, la gauche réformatrice n'organise pas la résistance sociale et la gauche anticapitaliste est trop faible. Les effets de l'échec et de la répression du mouvement démocratique nationaliste catalan perdurent. Le tout augmente l'agitation sociale, mais la gauche du PSOE a abandonné la rue et la contestation de plus en plus canalisée par des options populistes, néolibérales et réactionnaires.

Incertitude et affrontements

Sánchez a présidé le gouvernement de coalition avec une politique néolibérale et abandonné d'importantes promesses électorales. Il tente à présent d'obtenir des voix des petits partis de gauche, nationalistes et indépendantistes basques, galiciens et catalans, partis bourgeois et petits-bourgeois comme le Parti nationaliste basque, Junts et Esquerra Republicana de Catalunya. La différence de voix entre les deux blocs est très faible. Au cœur de ce pacte d'investiture, l'amnistie de toutEs les répriméEs autour des mobilisations et proclamations en Catalogne. Une question à résoudre pour des raisons démocratiques élémentaires.

La droite espagnole a lancé une mobilisation générale avec la collaboration du système judiciaire hérité du franquisme et la sympathie de larges secteurs de l'armée, des forces de police et des médias. Des affrontements de rue de l'extrême droite et des fascistes devant le siège du Parti socialiste sont organisés, avec des appels du dirigeant de Vox, Santiago Abascal, à la désobéissance de la police pour qu'elle n'agisse pas contre les manifestantEs. De son côté, le PP a appelé à une mobilisation le 12 novembre dans toutes les capitales de régions. La droite dans la rue, la gauche appelant à l'ordre et à la paix parmi les citoyenEs : le pire des scénarios ! Une fois de plus, dans le labyrinthe espagnol, les contradictions de classe et les positions et identités sur la question nationale s'entremêlent. Si le PSOE obtenait les voix nécessaires au Parlement, cela n'équivaudrait pas à un « retour à la tranquillité », car cela ouvrirait une législature très conflictuelle et instable.

Manuel Garí, militant d'Anticapitalistas

À lire sur le site



USA. Deux victoires, une pour les femmes, une pour les travailleurEs, par Dan La Botz

UKRAINE « L'auto-organisation ne disparaîtra pas sans laisser de traces »



WIKIMEDIA COMMONS

Ces derniers mois de nombreuses mobilisations sociales confirment ces appréciations. « L'auto-organisation ne disparaîtra pas sans laisser de traces » : c'est ce que nous déclarait récemment une militante du groupe féministe de Lviv Bilkis et elle ajoutait « La société ukrainienne d'aujourd'hui est un exemple de la façon dont les gens peuvent s'organiser dans un but précis. Nous pensons que oui, la société civile peut faire (ou même fait) plus que l'État »¹.

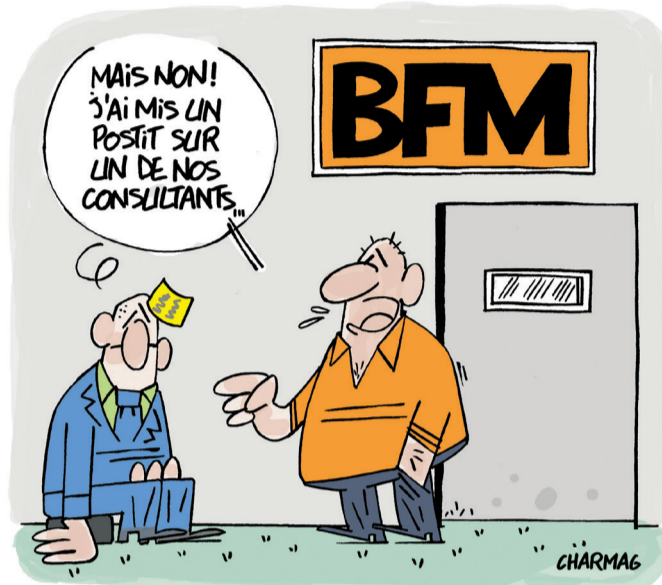
Dans de nombreuses villes la gestion opaque, souvent objet de soupçon de corruption, des budgets municipaux fait l'objet d'une contestation. À Kyiv, Lviv, Odessa, Loutsk... des habitantEs se rassemblent, en dépit de la loi martiale qui l'interdit, sous le mot d'ordre « D'abord des drones puis des stades » pour exiger que des fonds soient alloués aux forces armées et non à des dépenses inutiles comme la réfection d'un stade ou d'un boulevard. À Mykolaïv, le 4 novembre dernier, ce sont 1000 personnes qui ont manifesté dans les rues de la ville. Pour Andriana Kostenko de l'université d'État de Soumy, ces mobilisations « apparaissent d'abord au niveau local, à la base, puis s'uniront et tenteront réellement d'influencer les autorités locales. Nous verrons plus tard qu'un tel réseau aura un caractère national ».

Dans les hôpitaux : « Sois comme Nina »

Dans le secteur de la santé la contestation de la politique néolibérale du gouvernement

Dans son rapport d'activité sur 2022, l'organisation socialiste Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) soulignait que « la mobilisation du peuple sur la base de la guerre de libération nationale a renforcé le sentiment d'implication populaire dans une cause commune [...] la guerre a radicalement changé la vie sociale et politique en Ukraine, et nous ne devons pas permettre la destruction de ces nouvelles formes d'organisation sociale, mais les développer ».

L'UKRAINE EST-ELLE EN TRAIN DE TOMBER DANS L'OUBLI ?



Zelensky n'est pas en reste. Les salaires non payés et les licenciements abusifs font monter la colère des personnels soignants et particulièrement des infirmières. Le 15 juillet dernier, dans la ville ouvrière de Kryvyï Rih, elles ont été plusieurs centaines venues de quatre hôpitaux à manifester sous leurs propres banderoles, pour exiger le paiement de leurs salaires. Près de Lviv, leur syndicat Sois comme Nina a exigé l'ouverture des livres de compte de l'hôpital, pour vérifier si la baisse de leurs salaires était justifiée. Face à cette situation de crise, accentuée par la guerre (plus de 1000 structures de santé détruites ou endommagées par les tirs russes), Oksana Slobodiana, membre du

syndicat indépendant Sois comme Nina, explique que « le moyen le plus efficace est de créer des syndicats indépendants qui peuvent et pourront comprendre clairement la situation et contrôler tout de l'intérieur. En effet, qui connaît mieux la situation de son hôpital, ses capacités, son administration que les employéEs eux-mêmes. Ainsi, gérer et contrôler les hôpitaux est possible si nous commençons par faire élire le directeur par le personnel lui-même. »²

Auto-organisation et mouvement étudiant

Le tout nouveau syndicat étudiant ukrainien Priama Diia, refondé en février 2023, débordé d'activités et s'inscrit dans cette dyna-

mique autogestionnaire. Après avoir revendiqué la réquisition (sans succès) de l'ambassade russe à Kyiv pour en faire un centre auto-organisé pour les étudiantEs, il a mis en échec une opération de spéculation immobilière sur le terrain d'une université dans la capitale. Ces dernières semaines, il a imposé un comité de contrôle étudiant à l'université polytechnique de Lviv sur le déroulement des travaux en souffrance pour la réfection de dégâts provoqués par les tirs russes. Et, ces derniers jours, il a entamé un « audit » des abris dans les facultés avec compte rendu aux étudiantEs après chaque contrôle³.

La question est très sensible en Ukraine. Les abris peuvent être sales, peu accessibles... ou pire leurs portes peuvent être closes, des habitantEs en sont morts.

De janvier à août 2023, le ministère du Travail a recensé 7644 conflits du travail qui ont touché 1,6 million de travailleurEs. Pour gagner, les travailleurEs, les jeunes et le mouvement des femmes doivent lutter sur deux fronts : contre l'impérialisme russe et contre la politique antisociale du gouvernement. Gagner sur ces deux fronts est lié. C'est là l'enjeu majeur qui se joue en Ukraine.

Patrick Le Tréhondat

1 - <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article66075>

2 - <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2800/>

3 - <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2922/priama-diia--action-directe-pour-le-controle-etudiant>

SOUDAN Le jeu criminel des généraux

Alors que le Soudan s'enfoncé dans une crise humanitaire due à la guerre des généraux, une structuration des organisations civiles se met en place.

Voilà maintenant près de huit mois que le général Abdel Fattah al-Burhan, chef des Forces armées soudanaises (SAF), et Hemedti, leader des Forces d'appui rapide (RSF), se sont engagés dans une guerre qui détruit le pays et est la cause d'une des pires crises humanitaires que le pays ait connues.

Frères ennemis

Même s'ils se sont mis d'accord pour mener ensemble le coup d'État qui a renversé le pouvoir civil issu de la révolution de 2018, leur concurrence était bien trop forte pour partager le pouvoir. D'un côté comme de l'autre, ces structures armées sont avant tout des outils permettant aux officiers supérieurs des SAF et au clan familial d'Hemedti de faire prospérer leurs affaires. Chacun possède des conglomérats d'entreprises et des mines aurifères. Face à la pression

populaire, les généraux ont été obligés de négocier un partage du pouvoir avec les civils. C'est la question de la dissolution des RSF qui déclenche les hostilités.

Souffrance des populations

De Khartoum, la capitale où les premières batailles ont fait rage, le conflit ne cesse de s'étendre aux États du Kordofan du Sud, du Nil Bleu et du Darfour avec des affrontements ethniques entre les milices alliées des RSF contre les communautés non arabes. Si les conséquences humanitaires sont éclipsées par le conflit en Ukraine, puis maintenant par les attaques d'Israël contre Gaza, elles n'en demeurent pas moins catastrophiques. Selon Human Rights Watch près de cinq millions de personnes sont déplacées et les crimes de guerre sont commis des deux côtés. Les femmes en paient le plus lourd tribut avec les

violences sexuelles qui sont généralisées, notamment au Darfour où l'ONU alerte sur des jeunes femmes réduites en esclavage dans les zones contrôlées par les RSF.

Structuration des forces civiles

Les USA et l'Arabie saoudite ont relancé un processus de paix. Aucun des deux camps n'est prêt à accepter une trêve humanitaire et a fortiori des pourparlers de paix. Ils concèdent juste de favoriser l'acheminement de l'aide humanitaire. En parallèle, s'est tenue dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba une réunion visant à structurer un front civil contre la guerre, regroupant les partis politiques, des organisations syndicales et des associations et présidé par l'ancien Premier ministre Abdallah Hamdok. L'idée est de convoquer une conférence



WIKIMEDIA COMMONS

nationale de toutes les forces du Soudan pour imposer la voix des civils dans les futures négociations de paix.

Face à cette initiative, les comités de résistance, cheville ouvrière des mobilisations contre le coup d'État, ont des points de vue différenciés. Certains, comme la coordination des comités de résistance de la province d'Al-Qadarif y participent, d'autres préfèrent se tenir à l'écart en restant fidèles à leur charte du pouvoir populaire et considèrent que les politiques de concession de Hamdok vis-à-vis des militaires sont en partie responsables de la situation.

Paul Martial

5 ANS APRÈS LES GILETS JAUNES

TOUJOURS AUTANT DE RAISONS D'ÊTRE EN COLÈRE

Comme un coup de tonnerre, le 17 novembre 2018, était lancé le mouvement des Gilets jaunes. Initié sur les réseaux sociaux à partir de revendications sur le prix des carburants et les taxes, il a rassemblé toutes celles et ceux qui s'opposaient à la politique du Président des riches... et s'est aussi confronté à sa police!

Le président des riches face à la rue

Alors que Jupiter voulait se passer des corps intermédiaire et du dialogue, la rue et les ronds-points sont venus lui rappeler qu'on ne gouverne pas sans le peuple.

Macron avait multiplié tout au long de la première année de son mandat les petites phrases méprisantes pour les travailleurs. Il avait d'abord en juin 2017 déclaré qu'une « gare, c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien », puis multiplié les sorties : du « pognon de dingue » que coûtent mes minimas sociaux à « qu'ils viennent me chercher » à propos de l'affaire Benalla à l'été 2018. C'est d'ailleurs sur cette dernière saillie que les Gilets jaunes chantaient « *Macron, on vient te chercher chez toi!* » tout près de l'Élysée!

Un automne de colère

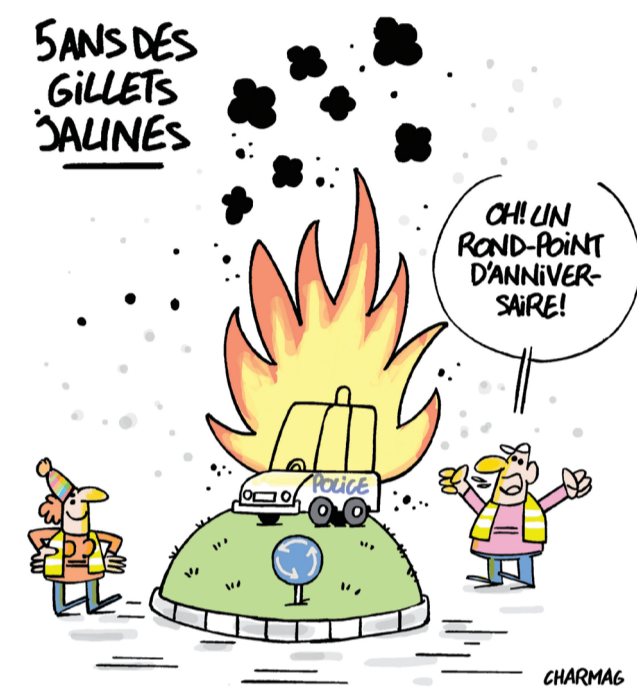
Tout un monde de travailleurs de petites boîtes, de chômeurs, souvent éloignés de toute organisation syndicale, s'est mobilisé chaque samedi pendant des semaines, souvent rejoints par des militants politiques ou syndicaux. Comme pour faire mentir Macron, ils avaient choisi des « vestes à haute visibilité ». Il a fallu quand même quelques semaines avant que la convergence du mouvement

ouvrier traditionnel et la colère des Gilets se fasse. Lors de l'acte I, ce mouvement était regardé par une partie des militantEs comme un peu poujadiste. Il faut dire qu'il a évolué au fil des confrontations qui furent parfois violentes. On se souvient du saccage de l'Arc de triomphe le 1^{er} décembre, lors de l'acte III, des touristes effrayés place Vendôme en plein shopping de Noël, de l'hélico prêt pour Macron la semaine suivante...

Très vite, la répression s'abat. Le 2 décembre, Zineb Redouane meurt après avoir été touchée à la tête par une grenade lacrymogène. Le 6 décembre, les lycéenEs de Mantes-la-Jolie sont à genoux, face au mur, les mains sur la tête... Glaçant!

La veille, Macron vient d'annoncer qu'il ne rétablira pas l'ISF (impôt sur la fortune). Dès l'acte IV, le 8 décembre, le nombre de blessés dépassent le millier et il y a 1 700 gardes-à-vue.

Pour sortir par le haut, Macron annonce l'augmentation de la prime d'activité pour les salariéEs au smic, la défiscalisation des heures sup-



plémentaires et la suppression de la hausse de la CSG pour les retraités touchant moins de 2 000 euros mensuels. Pourtant, la colère ne faiblit pas. Des fractures dans le mouvement se font jour.

Un hiver pour s'organiser

Les Gilets jaunes commencent une mue. Dès le 15 décembre, l'idée d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC) est discutée. À Commercy, le 26 janvier 2019, lors de l'Assemblée générale des Gilets jaunes, 400 d'entre eux se réunissent. Le

5 février, la CGT qui a appelé à la grève générale, défile à leur côté.

Le pouvoir, de son côté, renforce son arsenal policier et lance en même temps le « Grand débat national » auprès de six cents maires, sorte de réhabilitation des corps intermédiaires, tant fustigés au début de son mandat par le président des riches. Chaque samedi, un nouvel acte des Gilets jaunes se joue et on se souvient des longues marches sportives à un rythme effréné dans Paris et ailleurs

Face à l'impossible consentement des populations à la politique de régression sociale, le pouvoir défend les intérêts des dominants par tous les moyens

pendant des semaines et des semaines. On marche désormais pour la démocratie, le RIC et se faire entendre. À Saint-Nazaire, les 5, 6 et 7 avril 2019, une nouvelle assemblée générale des Gilets jaunes se tient avec 700 délégués. Se discute le pouvoir d'achat, la fiscalité, les inégalités.

Faire justice

Dans ce climat d'effervescence et de politisation qui se poursuit au printemps, c'est surtout la contestation des dispositifs policiers et de la répression qui est au cœur des discussions. Selon David Dufresne, 350 personnes ont été blessées à la tête dont 30 qui ont été éborgnées. Pour ces « Mutilés pour l'exemple », qui se sont réunis en collectif, défendre ses convictions a eu un effet pour toujours dans leur chair et leur esprit.

Des leçons pour le rapport de forces

Cette répression inouïe n'a guère décliné depuis, et les violences policières sont devenues un sujet politique de première importance. Car le cours autoritaire s'est renforcé. Face à l'impossible consentement des populations à la politique de régression sociale et à l'impraticable contrôle de la contestation dans les limites d'une démocratie parlementaire vidée de sa substance, le pouvoir défend les intérêts des dominants par tous les moyens!

Si les Gilets jaunes ont permis d'ébranler le pouvoir, ce que n'avaient pas réussi les cheminotEs avant eux en avril 2018 face à la privatisation, ils ont aussi été un exemple pour toutes celles et ceux qui s'opposent au cours autoritaire et inégalitaire en Europe et dans le monde. Ils ont su donner force et espoir à toutes celles et ceux qui se sont mobilisés contre le projet de réformes des retraites fin 2019, avant que la pandémie de Covid et sa gestion toujours injuste et inégalitaire viennent étouffer ce début d'organisation collective.

Cinq ans après, les raisons de la colère sont toujours là, et même plus. Force est de constater qu'il faudra à tous les opposantEs une organisation et une auto-organisation démocratique majeure pour entraîner une majorité des travailleurEs et renverser les politiques de régression vers une société écosocialiste, féministe, antiraciste et égalitaire.

Fabienne Dolet

Le chiffre
Plus de 1 000

C'est le nombre de blessés le 8 décembre 2018 auquel s'ajoute 1 700 gardes-à-vue.

« Il y a de tout ici, des vieux, des jeunes, de toutes les couches sociales. Nous sommes apolitiques et pacifistes » déclarait un jeune homme au mégaphone. Comme partout dans le pays, c'est par les réseaux sociaux que les manifestantEs s'étaient donné rendez-vous. La consigne était de bloquer dans le calme et de laisser passer les ambulances, les infirmières. « On n'empêche personne d'aller travailler, simplement on leur explique la situation. Aujourd'hui on a un mouvement pour dénoncer toutes les taxes, tout ce qu'on subit tous les jours. Au final, on ne peut plus rien s'acheter derrière ». Les revendications s'étendent à la « dénonciation de la privatisation des services publics, la fraude fiscale, l'empoisonnement et la pollution de nos sols et de nos aliments ou encore une démocratie annihilée par un pouvoir autoritaire et moqueur ». Tout était dit dès le premier jour!

Les Gilets jaunes à Besançon

Dès 7 heures le samedi 17 novembre 2018 des centaines de personnes vêtues de la — désormais — célèbre chasuble jaune bloquaient différents ronds-points menant à des centres commerciaux, à plusieurs endroits de Besançon. Dont les deux principaux: Valentin et Chalezeule.

Pas une seule manifestation déclarée

Dès ce moment les occupations des principaux ronds-points de la ville se sont généralisées. Les manifestations également; c'est un ainsi que chaque samedi durant près de deux ans des milliers de personnes en gilets jaunes ont défilé sans jamais déclarer une seule manifestation, sans jamais faire connaître le parcours à l'avance. Ces manifestantEs dont bon nombre portaient des drapeaux français n'avaient pour la plupart jamais manifesté de leur vie. Les slogans devenus fameux fusaient: « On est là... Emmanuel Macron, oh tête de c... on vient te chercher

chez toi... ». Les prises de parole avant chaque manifestation étaient systématiques. La répression n'a pas tardé dans cette ville moyenne si tranquille d'ordinaire avec ses traditionnelles manifestations syndicales.

De samedi en samedi, on a vu les CRS et autres gendarmes revêtir leur casque et leur costume de robocops et taper sur tout ce qui bougeait en fin de manif sans aucune sommation. Devant la préfecture, lors de la seconde manifestation, les gazages massifs et indiscriminés ont commencé et n'ont jamais cessé pendant deux ans. On a vu des personnes âgées faire des malaises, des manifestantEs clamant « la police avec nous » se faire défoncer le crâne quelques minutes plus tard.

Répression et solidarité

Lors d'une des nombreuses manifestations du samedi, Charles Piaget, qui vient de nous quitter, fut gazé comme les autres et exfiltré précipitamment! Les street médecins ont fait leur apparition avec ce qu'il fallait de sérum physiologique et de Maalox, et surtout de réconfort. Les gardes à vue, les peines de prisons fermes ou avec sursis, les amendes ont commencé à tomber pour un caillou ou un pétard lancé en direction des forces de répression...

Les blessés [...] accueilliEs, au CHU de Besançon, par le personnel paramédical revêtu de sacs poubelles jaunes en signe de solidarité

Voire sans aucune raison! Les blessés sont apparus dont certains gravement. En particulier lorsqu'ils et elles allaient manifester à Paris. AccueilliEs, au CHU de Besançon, par le personnel paramédical revêtu de sacs poubelles jaunes en signe de solidarité.

C'est à Besançon qu'un Gilet jaune, syndicaliste par ailleurs, a été pris en charge par Amnesty International, tellement l'État s'est acharné sur lui et sa famille: il a cumulé 150 heures de garde à vue en deux ans, une perquisition avec la saisie de ses ordinateurs, caméra, téléphone, le tout non-récupérés à ce jour. Ce militant cumule également des dizaines d'amendes sous tous les prétextes pour une somme totale de 5 233 euros (rappelons qu'il est ouvrier). Toutes sont contestées et certaines ont été annulées. Il a eu de nombreux procès, la plupart l'innocentant, là aussi sous tous les prétextes.

Loin de se décourager, il occupe toujours depuis cinq ans un rond-point de Besançon chaque samedi matin durant deux heures avec jusqu'à trente autres Gilets jaunes. La colère couve toujours!

Correspondant



FONCTION PUBLIQUE

Le pouvoir d'achat pour toutes et tous !

Depuis plus d'un an et demi, les prix ont flambé et ne redescendent pas, et nos salaires ne les ont pas suivis, y compris dans la fonction publique.

Le constat est partagé assez largement. Les salariéEs ont demandé des augmentations de salaire pour pouvoir maintenir leur pouvoir d'achat. Les fonctionnaires n'ont pas fait exception en exigeant le dégel du point d'indice grâce auquel le salaire des fonctionnaires est calculé.

Une prime et pas d'augmentation de salaires

Le gouvernement, comme à son habitude, a trouvé une façon de faire semblant de répondre à la demande sans s'engager sur une véritable avancée qui serait une augmentation significative du point d'indice et donc des salaires. Il a mis en place une « prime pour le pouvoir d'achat » allant de 800 euros à... rien, et ce, en fonction du salaire brut. Cette prime sera versée en une seule fois aux fonctionnaires et contractuelEs de la fonction publique. Rien que ça, c'est problématique. L'augmentation des salaires doit être tous les mois parce que nous subissons la hausse des prix tout le temps. Les décrets ont été publiés, et les primes versées aux agentEs de la fonction publique d'État et de la fonction publique hospitalière.

Pas de prime pour les fonctionnaires territoriaux

Pour la fonction publique territoriale (agents municipaux, intercommunaux, départementaux et régionaux), le gouvernement a d'emblée annoncé que le versement de cette prime était conditionné à l'accord de l'employeur et qu'elle serait payée sur le budget de la collectivité territoriale. Or, toutes les collectivités territoriales n'ont pas l'argent ni même la volonté politique de verser cette prime. Les agentEs de la fonction publique territoriale n'ont pas à être des agentEs publics de seconde zone. Mais les luttes dans la fonction publique territoriale sont morcelées, chacunE s'adressant à son employeur qui embauche entre unE et plusieurs dizaines de milliers d'agentEs. Et certains employeurs ont déjà annoncé le versement de cette prime. Les excluEs se retrouvent donc divisés sur le plan géographique. Les syndicats ont enregistré la revendication de l'importance de la prime pour le pouvoir d'achat pour toutes et tous. Mais ils ne parviennent pas à organiser une mobilisation nationale adressée à l'État pour exiger le versement de la prime à toutes et tous.

Correspondante

À lire sur le site



Salaires. Contre les discriminations sexistes au travail, soyons motivées !, par Elsa Collonges



Automobile. Nouvelle norme Euro 7, toujours plus de pollution !, par Jean-Claude Vessillier

LYON Un week-end sous le signe de la lutte antifasciste

D'abord, une manif réussie : 3 000 personnes motivées ont défilé samedi 11 novembre, témoignant de l'écho du mot d'ordre donnant son nom au collectif à l'origine de la mobilisation, dont le NPA est membre : « Fermons les locaux fascistes ! »

Il dit aussi, au-delà des divergences, l'unité face à la dissolution du Groupe antifa Lyon et environs (GALE), face aux menaces répressives et à celles de l'extrême droite. Une jonction réussie, aussi, avec le mouvement de solidarité Palestine qui formait un important cortège.

Une conférence attaquée par les fafs

Puis c'est la douche... À l'issue de la manifestation, des groupes d'extrême droite déambulent armés dans le centre-ville, avant que cinquante d'entre eux n'attaquent à coups de barres de fer et mortiers la conférence d'un médecin de retour de Gaza, organisée par le collectif unitaire Palestine 69. Les portes du local ont tenu les 30 minutes de siège, heureusement, car la police a mis du temps... À son arrivée, ce sont des militantEs propalestiniens sortis défendre les lieux qui se retrouvent menottés et subissent 45 minutes de contrôle... Alors que le groupe à l'origine de l'attaque file, chassé ensuite du centre-ville par une riposte antifasciste éclair. Une soirée traumatisante pour bon nombre de présentEs, mais aussi un rappel de l'urgence à faire bloc !

L'attaque revendiquée par le « Guignol Squad », prêtre-nom utilisé pour revendiquer les actions violentes de l'extrême droite lyonnaise, donne lieu à

Les 11 et 12 novembre à Lyon avaient lieu une manifestation pour la fermeture des locaux fascistes et le Forum social antifasciste qui furent un succès. L'attaque d'une conférence organisée par Palestine 69 a renforcé la détermination des antifascistes.



Manifestation contre l'extrême droite samedi 11 novembre 2023 à Lyon. DR

une demande de dissolution du groupe Les Remparts et de fermeture de son local La Traboule de la part du maire de Lyon.

Succès des Forums sociaux antifascistes

Dimanche 12 novembre, alors qu'à Paris, certains défilaient aux côtés de l'extrême droite, avaient lieu ici les Forums sociaux antifascistes. Quel meilleur espace pour analyser et témoigner ensemble de l'urgence à renforcer notre unité ? La journée est un succès : 1 000 participantEs, souvent jeunes, et une ambiance de camaraderie renouvelée. Salles combles pour les conférences sur Les pièges de l'extrême droite en matière d'écologie, sur l'extrême droite et les femmes où intervenait notre camarade Manon B. ou

sur Les outils de propagande de l'extrême droite, avec Acrimed, Indextrême et Usul. Même intérêt pour l'extrême droite au pouvoir avec Josie Boucher, et l'extrême droite dans le monde du travail (CGT, CNT, SUD, FSU et collectif Vigilance syndicale antifasciste - VISA). À noter aussi, le soutien du public au collectif Solidarité Femmes à la Rue, occupant le centre culturel qui accueillait les FSA. On remercie la librairie La Brèche pour sa présence, ainsi que les camarades d'autres régions venuEs en soutien.

On ne dissout pas l'antifascisme

La plénière « Comment faire reculer l'extrême droite et ses idées » a présenté les réponses d'interorganisations antifascistes, comme FLF

(Fermons les locaux fascistes) : suivi des agressions, développement d'outils tels que la cartographie de l'extrême droite lyonnaise, interpellation des éluEs... Edwy Plenel, Raphaël Arnault et Saphia Aït Ouarabi ont esquissé des perspectives pour continuer à défendre notre camp social contre l'avancée de l'extrême droite et ses idées, gagner et obtenir — enfin ! — la fermeture des locaux fascistes. Dans les échos enthousiastes d'un « *Siamo Tutti Antifascisti* » collectif, Lyon l'a réaffirmé : on ne dissout pas l'antifascisme ! On ne le terrorise pas non plus !

Correspondantes

Les conférences sont à retrouver en ligne dans les prochains jours
Suivre le collectif Fermons les Locaux Fascistes sur X : @FmLesLocFascst

20 NOVEMBRE TDoR: la transphobie tue

Le lundi 20 novembre aura lieu la Journée du souvenir trans, ou TDoR (pour Transgender Day of Remembrance). Organisée chaque année le 20 novembre depuis 1998, le TDoR est une journée internationale de commémoration pour rendre hommage aux personnes trans assassinées, agressées ou poussées au suicide à cause de la transphobie.

Depuis vingt-cinq ans les commémorations pour le TDoR se sont multipliées à travers le monde, si bien que le TDoR est devenu une journée de mobilisation majeure du mouvement trans (et LGBTI en général).

Face aux réactionnaires, l'urgence de se mobiliser contre la transphobie

La communauté trans est l'une des plus marginalisées au sein de notre communauté LGBTI. Les personnes trans constituent ainsi l'un des groupes les plus opprimés au sein des classes populaires. Les vécus trans, les

parcours de transition remettent en cause la fixité, la naturalité et la binarité du genre qui est un pilier central du patriarcat (et de l'oppression des femmes), lui-même pilier du capitalisme. La transphobie joue alors le rôle de sanction pour cette transgression des normes patriarcales, mais c'est surtout une oppression avec un impact bien réel sur nos vies.

En 2022, l'ONG Transgender Europe recensait 327 assassinats de personnes trans dans le monde, et un total de 4 369 entre 2008 et 2022. Les personnes trans sont aussi plus susceptibles de connaître la misère et la précarité. Elles sont deux fois plus nombreuses à vivre dans la pauvreté que la population générale, et le taux de suicide des personnes trans est sept fois plus élevé. Nous, personnes trans, nous mobilisons depuis des décennies pour nos droits, pour l'accès aux soins, pour pouvoir vivre tout simplement. Nous avons relevé la tête et commençons à être plus visibles. Ce qui exaspère les réactionnaires qui voudraient

nous faire disparaître, nous empêcher de transitionner au nom de la défense d'un ordre hiérarchisé, raciste, sexiste, autoritaire, homophobe et transphobe. Ces réactionnaires qui organisent un peu partout dans le monde une offensive majeure sur nos droits et nos existences. Ce sont ces mêmes réacs qui sont contre le droit à l'IVG, le mariage pour toutes et tous, la PMA pour toutes...

Hommage à toutes les victimes de la transphobie

Comment survivre dans une société qui nous rejette, nous est hostile jusqu'au sein de ses fonctions les plus hautes ? Nous voulons à l'inverse construire un monde sans exploitation ni oppression. Nous nous battons pour le remboursement intégral par la Sécu de tous les frais liés à la transition, le changement d'état-civil sur simple demande, la PMA vraiment pour toutEs, l'arrêt des mutilations sur les enfants intersexes, et de manière générale des moyens contre la transphobie et les LGBTIphobies. Ce 20 novembre, nous nous souviendrons de celles et ceux qui ont été assassinés, nous nous recueillerons pour celles et ceux qui se sont suicidés, nous rendrons hommage à toutes les personnes victimes de transphobie. La transphobie tue.

Commission LGBTI



NPA

Vie du NPA

Rennes Gros succès pour la venue de Philippe Poutou et Béatrice Walylo. La librairie l'Astrolabe a fait salle comble ce jeudi 9 novembre après-midi pour la rencontre avec Béatrice Walylo et Philippe Poutou. Cette librairie coopérative généraliste, ouverte il y a un an à Maurepas, l'un des quartiers populaires de Rennes, a accueilli une cinquantaine de personnes, venues échanger dans une ambiance décontractée autour du livre *Un « petit » candidat face aux « grands » médias*, et plus globalement sur le rapport de la gauche radicale aux médias. Une rencontre qui a enchanté le public autant que les libraires, très motivés pour organiser d'autres événements en partenariat avec le NPA dans les mois à venir. À suivre ! Carton plein également pour l'intervention de Philippe qui a suivi, en soirée, à la Maison de Quartier de Villejean. Plus de 150 personnes, dont une très grande majorité de jeunes étudiantEs de l'université voisine Rennes-2, y sont venuEs discuter de la Palestine, de la situation politique actuelle et du NPA en général, ainsi que de la nécessité et de l'urgence à renforcer la gauche face à la menace de l'extrême droite.

Objectif atteint donc pour le comité rennais, qui avait à cœur de toucher un maximum de jeunes pour envisager, à terme, d'implanter les Jeunesses anticapitalistes à Rennes. Un moment motivant dans un contexte particulièrement tendu, et une journée riche en échanges et en nouveaux contacts qui aura permis à beaucoup un premier aperçu du militantisme, avant une réunion avec les sympathisantEs organisée le vendredi 17 novembre aux Ombres électriques.

Correspondante



À la librairie l'Astrolabe de Rennes le 9 novembre. NPA

Culture

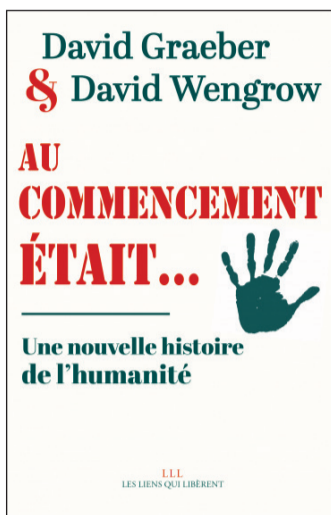
ESSAI *Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité, de David Graeber et David Wengrow*

Les Liens qui Libèrent, 2021, 752 pages, 29,90 euros. Bientôt en collection Livre de Poche.

Attention, une bombe a été jetée par ces deux dangereux anarchistes dans la cour des spécialistes des débuts de l'humanité ! Car leur livre, paru en 2021, remet complètement en cause les conceptions habituelles : celle de Hobbes d'un humain foncièrement sauvage et individualiste, se civilisant empiriquement à coups de règles répressives impliquant la naissance des États. Et la conception de Rousseau d'un Homme bon, vivant en petits groupes mais corrompu par l'arrivée de l'agriculture entraînant sédentarisation et apparition de villes, d'États et des inégalités qui vont avec.

Saisonnalité des régimes politiques

Or, à la suite des travaux archéologiques récents, on apprend que des peuples du paléolithique n'étaient pas toujours restés de simples nomades chasseurs-cueilleurs épris d'égalité. Certains se retrouvaient nombreux à l'occasion pour dresser des monuments impressionnants (des mégalithes) et de grandes bâtisses, révélant une organisation sociale à grande échelle et qui pouvait être très hiérarchisée selon les époques et les lieux. D'autres encore fonctionnaient de façon saisonnière en restant sédentaires et regroupés l'hiver, avec des formes de service d'ordre, tandis qu'ils redevenaient de libres chasseurs-cueilleurs l'été, se dispersant en petites unités et changeant donc en même temps de régime politique.



D'autre part, au néolithique (à partir de moins dix mille ans environ, correspondant à un réchauffement du climat) ont vécu pendant longtemps encore des peuples qui, connaissant pourtant les techniques de l'agriculture, ont choisi de n'en rien faire. Conservant principalement chasse et cueillette, il pouvait leur arriver de s'adonner notamment à de l'arboriculture et aussi à du pastoralisme plutôt qu'à de l'élevage véritable. Autre idée reçue battue en brèche, celle qui affirme la naissance nécessaire des États dès lors qu'il y a de grandes unités à gérer. Or les organisations verticales et autoritaires seraient nées plutôt dans des petites tribus montagnardes pendant que de grandes villes de plaine, aux populations pourtant nombreuses, s'organisaient de façon égalitaire avec peu de coercition.

La construction des États n'est pas une fatalité

Au final, le monolithique scénario déterministe admis jusqu'à présent d'un passage inéluctable de petits groupes égalitaires de nomades chasseurs-cueilleurs vers de sédentaires agriculteurs-éleveurs nécessairement encadrés par des États inégalitaires, ce scénario vole en éclats. Et ce, au profit d'une histoire beaucoup plus foisonnante et passionnante dans laquelle on se rend compte que premièrement les sociétés d'alors remettaient en cause relativement facilement leurs modes d'organisation, passant de sociétés verticales, autoritaires et belliqueuses à des sociétés aux valeurs opposées, et vice versa et que, deuxièmement, ces dernières, un peu partout et à diverses périodes, ont duré sans en passer donc par des bureaucraties étatiques avec des chefs à leur tête. Une cité située au Mexique, par exemple, après s'être débarrassée de sa hiérarchie, avait lancé un véritable programme de logements confortables pour tous ses habitantEs. Si l'on a peu entendu parler de ces sociétés, c'est l'effet d'un tri sélectif de la majorité des spécialistes de ce domaine. Influencés par l'idéologie dominante, ils les minorèrent au profit des plus hiérarchisées et patriarcales : royaume Inca, Égypte antique, cités grecques... particulièrement choyées, notamment par les directeurs de musées. Au motif, sans doute, que ces dernières, les plus à notre image, semblent

comme des étapes logiques qui ont mené naturellement aux États d'aujourd'hui ainsi justifiés comme des fatalités. Ce que contestent les auteurs, c'est donc cette prétendue fatalité des fonctionnements autoritaires pourtant mis en cause régulièrement par nos ancêtres. Et si perte du paradis terrestre et de la supposée innocence des chasseurs-cueilleurs il y eut, les conséquences les plus néfastes ne sont pas tant au niveau des inégalités qu'au niveau des libertés, dont celle de changer de système politique. La question à se poser étant désormais : comment en sommes-nous arrivés à ce degré uniforme de contrôle des individus, de perte d'autonomie et d'acceptation de l'ordre établi ? Et quelles pistes pour en sortir ? Il y a encore plein d'autres choses dans ce livre touffu (752 pages), fondateur et émancipateur, dont l'abondance des pistes nouvelles qu'il soulève appellent, probablement, d'autres travaux pour les approfondir.

Alain Lorenzati

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com



FILM *Il nous reste la colère, de Jamila Jendari et Nicolas Beirmaert*

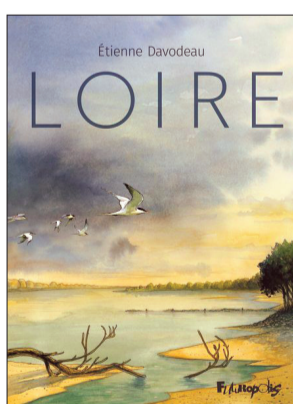
Sortie DVD le 7 novembre

Alors d'accord, c'est un peu de l'auto-promo ! Ce film documentaire sorti au cinéma en décembre 2022 raconte la dernière année d'une longue lutte sociale contre la fermeture de l'usine Ford à Blanquefort.

Nous étions une poignée de camarades absolument déterminée à lutter pour défendre tous les emplois (directs et induits) contre le cynisme de la multinationale Ford et malgré la nullité des pouvoirs publics (du gouvernement aux

collectivités territoriales) incapables comme toujours de préserver l'intérêt général. Une bataille finalement qui sera perdue fin 2019 après douze ans de mobilisations et d'actions quasi ininterrompues. Mais il s'agit ici de rendre hommage au travail, à l'investissement de celles et ceux qui ont fabriqué le film. Notamment évidemment les deux réalisateurEs : Jamila qui a filmé et Nicolas qui a pris le son, lesquelEs ont suivi l'équipe militante durant quatre ans et se sont intégrés, faisant peu à peu partie de l'histoire. Et puis Stéphane Perriot, le monteur expérimenté, habitué des documentaires sociaux sur les films de Gilles Perret, qui a su par son regard extérieur et connaisseur bien aider Jamila et Nicolas à construire le récit et en prenant 1 h 36 de séquences parmi les près de 300 heures d'images. Un grand merci à ces trois personnes, à celles et ceux qui racontent ainsi la vie des autres, ces documentaristes et autour qui participent à la création de d'objets cinématographiques qui permettent de transmettre des expériences de luttes, de faire vivre des résistances populaires diverses et ainsi de garder en mémoire les aventures de notre camp social, de sauvegarder notre histoire collective.

Philippe Poutou



BANDE DESSINÉE *Loire, d'Étienne Davodeau*

Futuropolis, 104 pages, 20 euros.

Incroyable défi de la couverture ! Tout dire, tout montrer. Donner à voir, à ressentir, à éprouver ce dont Loire est le nom. Chapeau, monsieur Davodeau, pour ce coup de maître, qui conduit directement le chroniqueur, amoureux de Loire, dans la librairie du rez-de-chaussée pour s'emparer au plus vite de ce superbe livre, de cette BD dont il sait que, à coup sûr, elle va tenir les promesses de sa couverture ! **D'abord ce titre !**

De Toulouse, je savais que l'on appelait Garonne, comme une

femme, comme une sœur, comme une fille, le fleuve qui traverse la ville. J'ignorais qu'il en fût de même pour Loire... Pourtant, quelle évidence, cela lui va si bien ! Comment ne pas s'abandonner à la familiarité du cours d'eau au caractère si trempé, capable de la plus grande douceur des basses eaux encombrées de bancs de sable doré, comme de fureur torrentielle, sans doute inscrite dans chacune des gouttes que le mont Gerbier-de-Jonc laisse s'écouler vers Sainte-Eulalie ! Comment ne pas se laisser émouvoir par cette compagnie exigeante et langoureuse dont il est possible de suivre le cours, sur mille kilomètres, à condition de rester sur ses gardes. Loire, telle une invitation...

Puis ce portrait...

Loire sous le bras, l'on peut remonter chez toi, pour s'en rassasier. Posée là, sur le guéridon bas, avant de l'ouvrir, de tourner la page qui livrera son intérieur. Rester là, comme au bord du fleuve, lorsque, assis à même le sable de la rive, ou juché sur le muret qui borne la levée, l'on envisage le cours complexe du fleuve tourmenté. Ces nuances de gris, de bleu peut-être, teintées de vert tendre, relevées d'un liseré de l'arène qui les borde, s'étendent vers un horizon qui,

comme en miroir, englobe le regard, contient la perspective, dont l'harmonie est pointée par la traversée d'une discrète bande de sternes qui disent, tout au bout, la mer...

L'histoire d'Agathe...

Et comme le fleuve va vers la mer, il faudra bien finir par l'ouvrir, ce livre. Outre ce que la couverture en annonce, on y trouvera aussi l'histoire d'Agathe, de ses amours, de sa générosité, de son mystère, de sa faculté, au bout du compte, à réussir, comme Loire, à unir les femmes et les hommes qui auront osé croire en elle.

Vincent Gibelin

À lire sur le site



CINÉMA
Nous, étudiants!,
de Rafiki Fariata,
par Claude Moro



VIE DU NPA
Solidarité avec les
PalestinienNES: le
NPA convoqué par
la police judiciaire

« Lever l'interdit de critiquer Israël est une nécessité si l'on veut permettre que le débat politique remplace le passage à l'acte »

Entretien. Après la manifestation du dimanche 12 novembre contre l'antisémitisme, appelée à Paris par la présidente de l'Assemblée nationale et le président du Sénat, nous revenons avec **Michèle Sibony de l'UJFP** (Union juive française pour la paix) sur la situation française et le racisme, dans le contexte actuel de la guerre à Gaza.

Dans la période on observe une augmentation des actes antisémites : plus de 1000 depuis le 7 octobre. Cela vous inquiète-t-il ? L'augmentation du racisme est toujours inquiétante. Elle traduit souvent un état de crise dans la société, c'est une banalité de le rappeler. Il faut aussi mentionner que la responsabilité des politiques et des grands médias est directement engagée dans la diffusion d'un discours raciste décomplexé en France qui n'est pas sans effet sur la période actuelle. Le rapport 2022 de la CNCDDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme) le confirme : « L'année 2022 a été marquée par le franchissement d'un seuil dans la façon dont les thématiques racistes, antisémites et xénophobes s'expriment dans le débat politique et médiatique. Dans un contexte de crise politique, sociale, économique et identitaire, un certain nombre de personnalités politiques ont activement participé de la politisation du rejet de l'Autre, figure mouvante aux visages multiples... »¹ Ici deux éléments méritent d'être soulignés. Depuis 2001, chaque attaque lourde d'Israël contre les Palestiniens s'est traduite en France par une augmentation conséquente, un pic, des « actes antisémites » — terme à préciser d'ailleurs qui désigne aussi bien un tag qu'une insulte ou un coup, voire pire. Une situation qui montre que la France avec ses deux plus fortes communautés juive et musulmane d'Europe sert de chambre d'écho à la ligne de front Israël-Palestine.

C'est chaque fois le même scénario qui est rejoué : l'interdit d'expression critique et politique d'Israël, chaque fois mis en place par le gouvernement et les médias pour protéger Israël, a été assorti d'une alerte à la résurgence d'un antisémitisme essentiel. Double bénéfice de cette politique : effacer les termes du conflit politique et faire taire toute critique par peur de l'opprobre d'être qualifié d'antisémite en France. D'autre part, nous ne disposons que de chiffres ministériels très mal ou non sourcés, pour évaluer avec précision ce qui se passe. Mais par exemple, on voit bien avec l'affaire des étoiles bleues qu'il faut du temps aux enquêtes de police et du parquet pour arriver à des conclusions un peu sérieuses. On sait aussi, parce que les médias commencent à le dire, que l'essentiel de ces actes consiste en tags assumés par un public très diversifié en âge, origine et milieu. S'il n'est pas question de minimiser ici cette situation, on ne peut toutefois la déconnecter de la guerre française de propagande commencée dès le 7 octobre dans le gouvernement et les médias.

On observe également en parallèle une hausse des actes islamophobes. En quoi est-ce lié à la situation actuelle en cours à Gaza ? La situation de Gaza réactive un



À lire : *Antisémitisme, une histoire juive*, textes choisis par Béatrice Orès, Michèle Sibony et Sonia Fayman, éditions Syllepse, 2023, 366 pages, 25 euros.

parallèle soigneusement entretenu depuis 2001 entre l'affrontement Israël/Palestine et celui fantasmé d'un Occident affrontant un islam en France. Bien sûr, la source de ce fantasme est à chercher dans la victoire du courant néoconservateur qui a suivi le 11 septembre 2001. La concomitance de ce moment avec la deuxième intifada palestinienne avait fait dire à Ariel Sharon, alors Premier ministre d'Israël, qu'enfin l'Occident comprenait ce qu'était le terrorisme islamique auquel Israël était confronté depuis toujours. On a donc affaire à des tirs croisés : 1/ les médias et les politiques dictent une vision fermée de la situation : pas de résistance palestinienne, juste du terrorisme islamiste (sans autre cause que la haine d'Israël et des juifs), Israël a le droit de se défendre (mais pas les habitantEs de Gaza), les juifvEs français doivent être protégés, les musulmanEs sont suspects a priori ; 2/ un large public empêché de parler, ce qui favorise une expression dépolitisée et raciste d'une petite délinquance susceptible de passer à l'acte contre les juifs, puisque tout est fait pour identifier juifvE et IsraélienE ; et 3/ les identitaires fascistes et divers groupes d'extrême droite qui ont à présent quartier libre contre les musulmanEs identifiés aux islamistes. La même « mise en scène » se déploie à chaque fois, sous la direction des tenants du « choc des civilisations ». C'est dans cette perspective que les juifEs sont identifiés bon gré mal gré aux IsraélienEs et intégrés comme Israël dans le camp de l'Occident, et les musulmanEs sont assignés à résidence avec suspicion de soutien au terrorisme ou pire.

Défendre les droits des Palestiniens, ce serait pour certains être antisémite. À quoi est-ce dû ?

Si la Palestine avait été colonisée par des Islandais, aurait-on traité les opposantEs de la colonisation « d'anti-islandais » ? L'histoire a de tragiques circonvolutions. Le fait que le peuplement colonial de la Palestine, surtout après la Seconde Guerre mondiale, ait été

La lutte contre l'antisémitisme associée aux pires ennemis des juifEs, c'est inconcevable !

fait de juifEs rescapés des camps qui n'étaient pas les bienvenus en Europe ou en Occident permet de recycler l'argument de l'antisémitisme européen pour qualifier l'opposition politique au sionisme et la défense des Palestiniens. L'amalgame est possible en particulier en Europe où il rencontre et résout à bon compte la culpabilité du nazisme : la posture la plus radicale de l'Allemagne en ce moment le montre. Le refus catégorique d'appeler au cessez-le-feu par l'Allemagne rend-il son attitude plus humaniste envers une population civile innocente et désarmée, plus aujourd'hui qu'en 1940... ? C'est une véritable question.

Que pensez-vous de la grande marche contre l'antisémitisme à l'initiative des présidents des deux chambres qui s'est tenu le 12 novembre ?

Il y avait plusieurs façons d'envisager un « sursaut français ». C'est sans doute la pire qui a été adoptée : celle qui désigne les juifEs comme fer de lance d'une République ultralibérale injuste et discriminante. Et celle qui adoube l'extrême droite dans sa lutte occidentale, tout en achevant de disqualifier la principale force de gauche dont nous disposons pour faire front dans l'opposition. La lutte contre l'antisémitisme n'a que peu de place dans tout ceci, il s'agit plutôt d'une instrumentalisation. Mais surtout la lutte contre l'antisémitisme associée aux pires ennemis des juifEs, c'est inconcevable ! Cela en dit long sur la distorsion des réalités par un gouvernement

lui-même souvent pris la main dans le sac à promouvoir des antisémites notoires. Un véritable appel politique contre le racisme et pour la justice reste à construire en France.

Si le racisme d'État s'abat davantage sur les musulmanEs aujourd'hui, l'antisémitisme existe bien et est souvent à la source des théories conspirationnistes. Comment lutter contre l'antisémitisme, selon toi ?

D'un côté perdurent en France les préjugés antisémites les plus anciens et d'origine chrétienne : l'accusation de déicide, le pouvoir occulte, la puissance de l'argent. Des préjugés qui nourrissent le complotisme : rappelons-nous le QUI ? QUI ? pendant le Covid ! Mais l'assimilation automatique constante et sans réserve des quelque 600 000 juifEs français avec Israël dans le cadre de l'idéologie néoconservatrice au pouvoir est sans doute la base essentielle du ressentiment antijuif contemporain. Lutter contre cette assimilation, séparer clairement juif et israélien, communauté juive et Israël, est de nature à calmer le jeu tout en disant la vérité. Lever l'interdit de critiquer Israël est une nécessité si l'on veut permettre que le débat politique remplace le passage à l'acte. Le choix politique d'imposer par la force le soutien d'Israël autorise d'une part l'antisémitisme pourvu qu'on soutienne la politique éradicatrice d'Israël (c'est la posture acceptée du RN et de l'extrême droite) et d'autre part ce choix allume le feu de l'injustice dans toute une partie de la population privée de droit à l'expression politique. Enfin on peut aujourd'hui constater, comme dans tout processus fasciste, l'extension de l'interdit à la partie de la gauche française qui refuse le diktat.

Propos recueillis par la rédaction

1 - CNCDDH. Rapport 2022 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalist1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°150 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et rejoins **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

